ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 12 octobre 1981, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant, en matière de précompte professionnel, l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus", a donné le 10 novembre 1981 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 12e oktober 1981 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een koninklijk besluit "tot wijziging, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomsten belastingen" heeft de 10e november 1981 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but de supprimer dans l'article 116bis, §§ 3 et 5, de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, l'indication du numéro de compte de chèques postaux auquel les débiteurs du précompte professionnel doivent faire leurs versements. Désormais, ces versements devront être adressés au compte de chèques postaux de la recette désignée par l'administration, comme le permet l'article 206 du Code des impôts sur les revenus.

\+

\+ \+

Dans le texte français, les mots "conformément à" devraient être remplacés par l'expression "en application de", pour des raisons de concordance avec le texte néerlandais qui répond mieux à l'objet de la référence.

La même observation vaut pour l'article 116, § 1er, en vigueur, qui pourrait, à la faveur du projet, être modifié dans le même sens.

L'article 185 de l'arrêté royal d'exécution du 4 mars 1965 prévoit que les payements en matière d'impôts sur le revenu doivent être faits en monnaie ou en billets ayant cours légal en Belgique.

.../...

L'article 188 du même arrêté royal ouvre au redevable la faculté de se libérer soit par versement ou virement au compte de chèques postaux du receveur, soit par mandat ou chèque postal.

Dans ce cas et en raison du choix qui lui est offert, le redevable supporte la responsabilité des retards, erreurs ou malversations de l'organisme qu'il a chargé d'effectuer le payement pour son compte.

A l'opposé de cette procédure, lorsqu'il s'agit du précompte professionnel, l'article 116bis, § 3, du même arrêté royal en projet entend interdire le payement au moyen d'espèces : billets ou monnaie métallique. Seuls sont admis les virements de monnaie scripturale et les versements effectués dans un bureau des postes moyennant, en ce dernier cas, le payement de la taxe postale de 9 francs.

L'imposition de ce mode de payement appelle deux observations :

1. L'attribution de pouvoir accordée au Roi par l'article 208 du Code des impôts sur les revenus quant à la détermination du mode de payement des impôts sur les revenus, n'implique pas qu'Il puisse déroger à l'article 2 de la loi du 12 juin 1930, selon lequel les monnaies légalement émises par le Roi ont cours légal, et à l'article 3, alinéa 1er, de la loi du 12 avril 1957, selon lequel "les billets de la Banque nationale de Belgique doivent être reçus comme monnaie légale par les caisses publiques et par les particuliers, nonobstant toute convention contraire".

.../...

Sans doute les espèces peuvent-elles être versées dans un bureau de poste à destination du compte de chèques postaux du receveur des contributions désigné en vertu de l'article 206 du Code des impôts sur les revenus. Cette substitution ne peut toutefois être admise que si le guichet de la poste est considéré comme étant chargé par l'administration de recevoir les espèces qui lui sont destinées.

Dans cette optique, la Régie des postes doit être considérée comme devenant le mandataire du Trésor public pour la recette du précompte professionnel et les risques inhérents à tout transfert de fonds, en ce compris les erreurs d'inscription, doivent être supportés par l'Etat.

Si l'on n'adoptait pas cette solution, le débiteur du précompte professionnel qui voudrait assurer la pleine sécurité de son payement serait conduit à faire par huissier de justice des offres réelles au receveur désigné, les frais de ces offres pouvant être mis à charge de l'Etat belge (article 1260 du Code civil).

S'inspirant des articles 183, 185 et 188 du même arrêté royal d'exécution, le texte suivant est proposé pour l'article 116bis, § 3, en projet :

"§ 3. Le précompte professionnel est payable, en monnaie ou en billets ayant cours légal en Belgique, en mains du percepteur des postes ou de son délégué, à destination du compte de chèques postaux du receveur des contributions chargé par l'administration de la comptabilisation du précompte professionnel.

.../...

Indépendamment de ce mode de payement, le redevable peut effectuer à destination de ce compte :

1° soit un virement postal;

2° soit un transfert réalisé à l'intervention d'un établissement financier ou d'une entreprise y assimilée, visés à l'article 87, 1°, a, b, d et h".

2. Le redevable qui utilise le mode de payement prescrit, a le droit de recevoir un titre libératoire.

L'article 191 du même arrêté royal d'exécution, qui attribue valeur libératoire aux documents revêtus du timbre à date apposé par l'Office des chèques postaux ainsi qu'aux extraits de compte de cette institution, devrait être rendu applicable à la matière du précompte professionnel.

En outre, même valeur libératoire devrait être reconnue au récépissé du bulletin de versement revêtu du timbre à date du bureau de poste.

Il est dès lors proposé de compléter le projet par une disposition remplaçant l'article 116bis, § 6, de l'arrêté royal d'exécution par le texte suivant :

"§ 6. Les articles 51, § 1er, et 191 sont applicables au payement du précompte professionnel.

En outre, ont également valeur libératoire les récépissés des versements à la poste, lorsqu'ils sont revêtus du timbre à date du bureau de poste".

+

Dans le texte français de l'article 116bis, § 5, en projet, la rédaction actuelle doit être maintenue :

"Seul le numéro d'enregistrement ...".

A l'alinéa 2 du même paragraphe, les mots "nonobstant toute déclaration contraire" pourraient faire obstacle à la prise en considération d'une réclamation fondée sur une erreur matérielle commise par le redevable. Comme il ne s'agit que d'assurer l'inscription des versements dans le compte numéroté du redevable, il est proposé d'écrire : "nonobstant toute indication contraire figurant sur la formule de payement".

+

\+ +

Le projet appelle, en outre, les observations suivantes.

PREAMBULE.

Le deuxième alinéa doit être complété par les mots : "y inséré par l'arrêté royal du 29 septembre 1980;".

DISPOSITIF.

A l'article 1er, la phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"A l'article 116bis, inséré dans l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus par l'arrêté royal du 29 septembre 1980, sont apportées les modifications suivantes :".

Au 1° et au 2°, le mot "paragraphe" doit, dans la phrase liminaire, être écrit en toutes lettres.

Il en est de même aux alinéas ler et 2 du paragraphe 5 en projet.

Het ontwerp heeft tot doel in artikel 116bis, §§ 3 en 5, van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen de vermelding te schrappen van het nummer van de postrekening waarop de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing hun stortingen moeten verrichten. Voortaan zullen die stortingen moeten worden gedaan op de postrekening van het ontvangkantoor dat door de administratie wordt aangewezen, zoals dat kan volgens artikel 206 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

+

\+ +

In de Franse tekst zouden de woorden "conformément à" moeten worden vervangen door de woorden "en application de" ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst, die beter beantwoordt aan het doel van de verwijzing.

Dezelfde opmerking geldt voor het van kracht zijnde artikel 116, § 1, dat door toedoen van het ontwerp in dezelfde zin gewijzigd zou kunnen worden.

Artikel 185 van het koninklijk uitvoeringsbesluit van 4 maart 1965 bepaalt dat de betalingen inzake inkomstenbelastingen moeten worden gedaan in geldspecie of in biljetten die in België wettig betaalmiddel zijn.

Artikel 188 van hetzelfde koninklijk besluit biedt de belastingschuldige de gelegenheid om zijn aanslagen te voldoen hetzij door storting of overschrijving op de postrekening van de ontvanger, hetzij door het zenden van een postwissel of een postcheck aan de ontvanger.

.../...

In dat geval en als gevolg van de hem geboden keuzemogelijkheid is de belastingschuldige aansprakelijk voor de vertragingen, vergissingen of verduisteringen die te wijten zijn aan de instelling die hij met de betaling voor zijn rekening heeft belast.

Voor de bedrijfsvoorheffing daarentegen wil het nieuw ontworpen artikel 116bis, § 3, van hetzelfde koninklijk besluit betaling in speciën : biljetten of metalen munten, verbieden. Alleen worden aangenomen overschrijvingen van giraal geld en stortingen op een postkantoor, met betaling, in dit laatste geval, van de afgiftetaks van 9 frank.

Bij de verplichting om op die wijze te betalen zijn twee opmerkingen te maken.

1. De bevoegdheidsopdracht welke artikel 208 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aan de Koning verleent om de wijze van betaling van de inkomstenbelastingen te regelen, impliceert niet dat Hij kan afwijken van artikel 2 van de wet van 12 juni 1930 luidens hetwelk de door de Koning wettig uitgegeven munten wettelijke koers hebben, of van artikel 3, eerste lid, van de wet van 12 april 1957 hetwelk bepaalt : "De biljetten van de Nationale Bank van België moeten, niettegenstaande elke andersluidende overeenkomst, door openbare kassen en particulieren als wettelijke munt worden aanvaard".

De speciën mogen weliswaar in een postkantoor worden gestort ten behoeve van de postrekening van de ontvanger der belastingen die krachtens artikel 206 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen is aangewezen. Maar die indeplaatsstelling kan slechts worden aanvaard als het postloket wordt geacht door de administratie te zijn belast met het ontvangen van de voor haar bestemde speciën.

.../...

In die gedachtengang moet de Regie der Posterijen worden geacht de lasthebber van de Staatskas te worden voor het ontvangen van de bedrijfsvoorheffing en moeten de risico's die aan elke transferverrichting verbonden zijn - dus ook de vergissingen bij het inschrijven - door de Staat worden gedragen.

Aanvaardt men die oplossing niet, dan zou de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing die zijn betaling in alle veiligheid wil verrichten, door toedoen van een gerechtsdeurwaarder aan de aangewezen ontvanger aanbod van gerede betaling moeten doen, waarbij de kosten van dat aanbod ten laste van de Belgische Staat zouden komen (artikel 1260 Burgerlijk Wetboek).

Uitgaande van de artikelen 183, 185 en 188 van hetzelfde koninklijk uitvoeringsbesluit, wordt voor het ontworpen artikel 116bis, § 3, de volgende tekst voorgesteld :

"§ 3. De bedrijfsvoorheffing is te betalen, in geldspecie of in biljetten die in België wettig betaalmiddel zijn, in handen van de postontvanger of van zijn gemachtigde, ten behoeve van de postrekening van de ontvanger der belastingen die door de administratie belast is met het boeken van de bedrijfsvoorheffing.

Afgezien van die wijze van betaling kan de belastingschuldige ten behoeve van die rekening de bedrijfsvoorheffing voldoen door :

1° ofwel een postoverschrijving;

2° ofwel een transfer door bemiddeling van een financiële instelling of een ermede gelijkgestelde onderneming, bedoeld in artikel 87, 1°, a, b, d en h".

.../...

2. De belastingschuldige die op de voorgeschreven wijze betaalt, heeft recht op een kwijting.

Artikel 191 van hetzelfde koninklijk uitvoeringsbesluit, dat de stukken die door het Bestuur der postchecks met de datumstempel bekleed zijn en de rekeninguittreksels van die instelling als kwijting aanmerkt, zou ook inzake bedrijfsvoorheffing toepassing moeten vinden.

Als kwijting zou ook moeten worden aangemerkt het ontvangbewijs van het stortingsbulletin bekleed met de datumstempel van het postkantoor.

Derhalve wordt voorgesteld het ontwerp aan te vullen met een bepaling die artikel 116bis, § 6, van het koninklijk uitvoeringsbesluit door de volgende tekst vervangt :

"§ 6. De artikelen 51, § 1, en 191 zijn van toepassing op de betaling van de bedrijfsvoorheffing.

Als kwijting gelden ook de ontvangbewijzen van de stortingen bij de post, wanneer zij met de datumstempel van het postkantoor bekleed zijn".

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 116bis, § 5, moet de huidige redactie behouden blijven :

"Seul le numéro d'enregistrement ...".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf zouden de woorden "niettegenstaande elke strijdige verklaring" kunnen verhinderen dat wordt ingegaan op een bezwaar dat gegrond is op een verschrijving door de belastingschuldige. Daar het er alleen om gaat te zorgen dat de stortingen op de genummerde

.../...

rekening van de belastingschuldige worden geboekt, wordt voorgesteld te schrijven : "niettegenstaande elke andersluidende vermelding op het betaalformulier".

+

+ +

Bij het ontwerp zijn nog de volgende opmerkingen te maken.

AANHEF.

Het tweede lid moet worden aangevuld met de woorden "aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 september 1980;".

BEPALEND GEDEELTE.

In artikel 1 moet de inleidende volzin als volgt worden geredigeerd :

"In artikel 116bis, in het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen ingevoegd bij het koninklijk besluit van 29 september 1980, worden de volgende wijzigingen aangebracht : ".

In de tekst onder 1° en 2° moet het woord "paragraaf" in de inleidende volzin voluit worden geschreven.

Hetzelfde geldt voor het eerste en het tweede lid van de ontworpen paragraaf 5.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. KNAEPEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. H. ROUSSEAU.